

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

25 JUIN 75 - n° 162

B.P. 161 75864 Paris cédex 18 - C.C.P. Front Rouge 31-191-14 La Source

2F

L'affaire Republica :

SES RETOMBÉES EN FRANCE

LA publication par le « Quotidien de Paris » d'un supplément rédigé par les journalistes du « Republica », le journal portugais proche du PS, a relancé, de nouveau la querelle PS-P«C». A peine moins d'une semaine après la rencontre Marchais-Mitterrand-Fabre, le « sommet » destiné à relancer la dynamique de « l'union de la gauche », la polémique a de nouveau pris un tour d'âge. Mais qu'y a-t-il de neuf pour les travailleurs dans la reprise ouverte de cette querelle ?

Une chose est claire : cette publication, les dirigeants du « Quotidien de Paris » proches du PS savaient bien à quelle opération politique ils se livraient. Depuis plus d'un mois, partis de la majorité présidentielle et parti socialiste avaient fait de cette « affaire du Republica » un cheval de bataille pour contrer l'offensive du P«C»F sur le thème des libertés. En effet, à peine les dirigeants révisionnistes faisaient-ils connaître leur projet de « Charte des libertés », véritable mouture remaniée de la constitution bourgeoise de 1789, que les hommes des partis de la majorité et ceux du PS se relayaient pour faire connaître le rôle joué par le P«C»P dans l'interdiction de parution du « Republica » et exiger de Marchais un choix dans cette affaire conforme à ses déclarations sur les libertés. Depuis, effectivement, la tentative de Marchais de rallier grâce à sa déclaration sur les « libertés » bourgeoises, des couches de la petite bourgeoisie, a fait long feu ; il n'a pas suffi pour le P«C»F de renier une fois de plus et avec insistance le passé de l'URSS socialiste de Lénine et Staline. Se plaçant complètement sur le terrain de la bourgeoisie, le P«C»F n'est pas, pour défendre la démocratie bourgeoise, un aussi bon garant que les partis bourgeois traditionnels. Placé sur la défensive par les questions sur le « Republica », le P«C»F ne fait que s'y enfoncer avec les textes du « Quotidien de Paris ». C'est ce que visait Tesson, le directeur de ce journal, c'est ce qu'a approuvé Mitterrand en trouvant « judicieux » la publication de textes du « Republica » dans le journal de Tesson. Ainsi plus que jamais, le PS tient à maintenir avec le P«C»F des lignes de démarcation suffisamment importantes pour pouvoir justifier un jour ou l'autre, si les circonstances l'exigent, la rupture de « l'union de la gauche » et sa participation au gouvernement sous l'autorité de Giscard.

Le P«C»F qui voit ainsi saborder la campagne sur les libertés qu'il venait juste d'entamer, a protesté contre la publication dans « le Quotidien de Paris » des textes du « Republica ». Accusant Soares et Tesson de diffuser de fausses nouvelles, il conteste l'authenticité d'un document publié par « Republica », relatant les directives des révisionnistes soviétiques au P«C»P. Comme s'il était nécessaire de savoir si le document publié était ou non authentique, pour être sûr des pressions du social impérialisme soviétique sur le P«C»P.

Toute l'histoire des relations entre le P«C» d'URSS et les P«C» ouest européens, depuis qu'ils ont dégénéré en partis révisionnistes, est jalonnée par les pressions et les menaces du P«C»US sur les partis « frères » pour en faire des auxiliaires zélés de sa politique et particulièrement de ses tentatives de pénétration en Europe de l'Ouest. L'exemple du Portugal est particulièrement clair : le social impérialisme apporte un soutien multiforme (politique, financier...) au P«C»P de Cunhal et s'appuie sur lui pour étendre sa pénétration dans ce pays ; lequel P«C»P a toujours soutenu les initiatives politiques du social impérialisme soviétique, y compris lors de l'agression en Tchécoslovaquie. L'exemple de la conférence sur les partis révisionnistes d'Europe que le social impérialisme tente de mettre sur pied pour réaffirmer son autorité sur ces partis et les utiliser au gré de sa politique en est une autre illustration : le P«C» d'Union Soviétique tente de prévenir le polycentrisme qui se manifeste dans le camp des partis révisionnistes et amène des partis comme les partis italien et espagnole à prendre des positions ouvertement contradictoires avec le P«C» d'Union Soviétique !

Le P«C»F qui nie ces pressions et ces manœuvres du social impérialisme soviétique, est pourtant bien placé pour les connaître. Sa direction est en proie à des contradictions des plus importantes, des divergences sur la tactique à adopter vis-à-vis de l'URSS se manifestent de plus en plus fréquemment : faut-il s'en démasquer nettement pour progresser électoralement en France, faut-il au contraire coller à ses initiatives ? Le P«C»F qui est aujourd'hui principalement le défenseur des intérêts de l'impérialisme français est bien placé pour savoir qu'il existe en son sein des éléments serviteurs attirés du social impérialisme soviétique ; par exemple, l'élection récente de Kanapa au bureau politique est éditante de ce point de vue, puisque cet individu est connu pour avoir fait toute sa « carrière » dans le P«C»F en

SUITE PAGE 2



Câbles de Lyon :

" CGE ASSASSIN "

« NOUS ACCUSONS :

— Monsieur Ambroise Roux, Vice-président du CNPF et PDG de la CGE dont dépend les Câbles de Lyon.

— Monsieur Poniatowski, Ministre de l'Intérieur.

De vouloir : Non seulement refuser la satisfaction des revendications, mais de se livrer à des provocations pouvant aller jusqu'à L'ASSASSINAT DE TRAVAILLEURS. »

(Extrait du tract CGT-CFDT appelant à la manifestation).

SEPT travailleurs fauchés par une voiture conduite par un assassin qui, d'après les témoignages que nous avons pu recueillir, appartient droit à la CGE. SEPT travailleurs à l'hôpital dont cinq souffrant de traumatismes ; l'un d'eux est toujours dans le coma à l'hôpital Bichat et ses jours sont en danger. SEPT travailleurs marocains parmi les centaines d'autres de toutes nationalités qui, depuis le

matin, manifestaient devant l'usine contre l'intervention des CRS et l'évacuation de l'usine. Ignoble, lâche, fasciste... Les travailleurs des Câbles n'avaient plus de mots pour exprimer leur colère ; il n'avait pas fallu de discours pour que chacun comprenne, pour que très vite apparaisse sur la porte de l'usine, écrit d'une main rendue maladroite par tant de haine contenue, le mot d'ordre qui bientôt sera sur tous les murs « CGE ASSASSIN ».

SUITE PAGE 4

SOMMAIRE

- la France en lutte p 3
- Chausson 'Câbles de Lyon Parisien Libéré la lutte continue p 4-5

- Congrès de la CGT p 6
- après les assises du PS sur l'autogestion p 6

- Portugal p 8
- Mozambique vive l'indépendance p 8

éditorial

SUITE DE LA PAGE 1

représentant exclusivement les positions du social impérialisme soviétique, et qu'il occupe aujourd'hui le poste de responsable de la politique extérieure du P«C»F.

En fait le PS en déplaçant le terrain de sa querelle avec le P«C»F sur cette question des « Libertés » prend l'avantage sur le P«C»F qui l'avait à l'automne dernier mis en cause sur sa politique de collaboration de classe et sa volonté de gérer la crise de la bourgeoisie. Cette polémique se reflète d'ailleurs dans les « échanges » récents entre les directions réformiste et révisionniste de la CFDT et de la CGT. Mis en cause par Ségué lors du Congrès du Bourget de la CGT, Maire n'a pas tardé à répliquer précisément sur la question du « Republica » et ce problème des libertés, accusant la version donnée par Ségué lors de son retour du Portugal (l'affaire du « Republica », un simple conflit du travail) et attaquant le « socialisme » des pays de l'Est. Quand on connaît les liens respectifs qui unissent les directions confédérales CGT, CFDT, P«C»F et PS, on constate bien qu'il s'agit d'une opération d'ensemble lancée par les socialistes avec la complicité des forces de la « majorité présidentielle » pour réduire les positions des révisionnistes.

Une telle situation est ainsi révélatrice de l'union de la « gauche » et des perspectives qu'elle peut offrir aux travailleurs. Plus que jamais, cette alliance électorale de partis bourgeois apparaît peu solide, et la querelle qui les oppose semble destinée à durer. Plus que jamais, le ciment de cette « union de la gauche », le programme commun apparaît comme dépassé, déjà appliqué en partie par Giscard et incapable de satisfaire les aspirations élémentaires des travailleurs.

Loïn de pouvoir surmonter une telle situation, le P«C»F ne fait que révéler dans ses initiatives, l'impasse dans laquelle il est enfoncé : tout en tentant de combler en durcissant son attitude les failles qui apparaissent dans sa domination sur la classe ouvrière, le P«C»F essaye de concurrencer le PS sur le terrain électoral en étendant son influence en direction des couches de la petite bourgeoisie. Écartelé entre ces 2 objectifs le P«C»F ne fait qu'aggraver ses difficultés et se révéler devant les travailleurs pour ce qu'il est, un parti bourgeois.

Les travailleurs sauront se détourner de ces deux partis « d'union de la gauche », qui tous se réclament de la défense des libertés, mais se révèlent un obstacle quand il s'agit d'organiser la riposte aux agressions systématiques de la bourgeoisie contre les ouvriers qui persistent dans la grève. Poursuivre les luttes, mettre un terme aux agressions fascistes contre les grévistes, construire un mouvement d'ensemble des travailleurs pour faire reculer la bourgeoisie, réclame d'écarter révisionnistes et réformistes de notre chemin. C'est ce que les travailleurs sauront faire.

L'AFFAIRE «REPUBLICA»

Le « Republica » est le second quotidien du soir de Lisbonne, il diffusait à 45.000 exemplaires. « Quotidien d'opposition », toléré sous le fascisme de Salazar et Caetano, sa rédaction avait connu après la révolution du 25 avril, une évolution favorable au PS. Journal bourgeois, il était favorable comme le PS, au retrait du MFA, à son retour dans les casernes, et à la gestion des affaires de la bourgeoisie par les antis politiques, dans le cadre d'un multipartisme semblable aux démocraties bourgeoises occidentales.

Le conflit surgit entre les typographes et la rédaction a été mis à profit par le P«C»P pour priver le PS de son principal quotidien d'information et de propagande. C'est ce qui explique la résonance politique de l'affaire. Dans la lutte pour le pouvoir qui oppose différentes fractions de la bourgeoisie, la possession des moyens d'information est un instrument décisif. Dans ce cadre là, le P«C»P qui contrôle en dehors de son organe central d'autres journaux, et qui a investi depuis le 25 avril de nombreuses secteurs de l'appareil d'Etat, place ses rivaux en position difficile.

Pour les travailleurs qui ne sauraient identifier leur intérêt ni au « multipartisme » de Soares, ni aux solutions de Cunhal, ils ne peuvent attendre une issue favorable à leurs intérêts qu'en intensifiant leur activité révolutionnaire, en conjuguant la lutte pour l'indépendance nationale face aux visées des super-puissances, à la lutte pour la révolution, pour la destruction du pouvoir bourgeois.

Nous reviendrons dans un prochain numéro sur « l'affaire du Republica ».

Villerupt : Succès du rassemblement communiste

C'est dans un local improvisé que s'est tenu le rassemblement communiste de notre Parti à Villerupt. Les révisionnistes qui sont depuis quinze ans à la tête de la municipalité ont rejeté toutes les demandes de salle que nous avons faites pour tenir notre meeting. Voilà qui est révélateur de leur conception des « libertés » dont ils se font les champions.

Malgré leur sabotage, leurs calomnies, le rassemblement communiste a réuni plus de 130 travailleurs qui ont écouté et discuté les propositions des communistes révolutionnaires. Les interventions des camarades militants syndicaux sidérurgistes, l'intervention centrale, ont rencontré un vif intérêt ; elles ont clairement montré qu'aujourd'hui il est possible de vaincre le découragement suscité par la trahison révisionniste et d'engager des luttes importantes sur des perspectives révolutionnaires.

CORRESPONDANT VILLERUPT.

RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

Orléans

samedi 28

14 h

salle des Carmes

Dijon

samedi, 28

20 h

place des congrès

(salle des conférences)

Organisés par le Parti Communiste Révolutionnaire (ml)

TELEVISION

" l'armée des ombres "

la résistance vue par la bourgeoisie

Les dossiers de l'écran consacraient une soirée à la Résistance. Mais ça commençait plutôt mal avec le film de Melleville qui donne de la Résistance une bien singulière image. Nous avons vu une espèce de film policier avec le coup de sensationnel sauvetage de Lino Ventura, avec ses « tueurs » qui descendent celle qui risque de parler etc... Quant à l'héroïsme dont font preuve les personnages du réseau, son but ressort à peine. L'occupant nazi fait tout juste partie du décor et les buts de la résistance ne servent que de prétexte à un film sur le fonctionnement d'un réseau rattaché à Londres.

Il ne nous restait qu'à attendre du débat d'éclaircir cette importante période de notre histoire.

Alors qu'on nous dit que 95 % de la population aurait voté pour Pétain à un éventuel référendum en 1940, on veut nous faire croire que la résistance dès le début n'a été le fait que de quelques hommes (dont

font partie les invités de l'émission). Que la bourgeoisie se soit trouvée divisée, c'est certain. Mais il y avait d'un bout à l'autre de grands absents dans cette émission : les masses populaires, les travailleurs ; et les questions importantes de la Résistance n'y ont pas été traitées (le fait que nous en ayons posé par téléphone n'a rien changé). Et ce n'est pas un hasard si Villon, du P«C»F, brillant par son effacement et ses silences, s'est totalement laissé marcher sur les pieds par les gaullistes. Jean Moulin accusé d'avoir reconnu le rôle prépondérant du P«C»F dans la résistance, Villon ne trouva rien d'autre à dire que Moulin n'était pas communiste. Quand est évoquée en passant, la question du pouvoir, Villon balbutie que « le P«C»F était prêt à soutenir de Gaulle pour un gouvernement démocratique ». Par la bouche de Villon, le P«C»F trahit une nouvelle fois la mémoire de tous ceux qui se

sont battus dans les comités populaires, dans le Front National, les mineurs, les cheminots et bien d'autres qui combattaient par leurs grèves ou leurs actions de sabotages. Combien de FTP ont dû être scandalisés, en voyant cette émission que leur combat n'ait même pas été évoqué, eux qui luttaient les armes à la main, pour des lendemains qui chantent, pour en finir avec l'exploitation capitaliste, et pour ne pas revenir « comme avant ». La lutte pour la libération du pays allait de pair avec la lutte pour construire un monde nouveau. Ces espoirs ont été trahis. Les alliés (Anglais, Américains) craignaient un soulèvement populaire en France même. C'est pour cela qu'ils ne fournissaient pas d'aides en armes. Et la bourgeoisie française ralliée à de Gaulle avait la même crainte.

En laissant se concentrer dans le maquis des hommes sans armes, elle porte toute la responsabilité des massacres des maquisards des Glières. Et c'est ces mouvements gaullistes qui développaient ces attitudes « attentistes » qu'on veut nous présenter aujourd'hui comme les chefs moteurs de la résistance. Quelle falsification ! Ce débat télévisé, qui avait en plus le défaut d'être ennuyeux, met en évidence l'importance de la tâche que s'est fixée l'Association des Anciens Résistants pour la Révolution Proletarienne, de rassembler et faire connaître l'authentique histoire de la Résistance.



JUSTICE

Quand la classe ouvrière va au tribunal

A l'heure actuelle, avec le chômage, les saisies et les expulsions dans les familles de travailleurs se multiplient. Nous avons interrogé des travailleurs qui nous racontent comment la justice de la bourgeoisie traite la classe ouvrière.

Michel est ouvrier dans le caoutchouc, militant syndicaliste révolutionnaire. Il est père de 7 enfants. La Caisse d'Allocations Familiales s'étant trompée de dossier pour classer un papier, il n'a pas pu toucher l'Allocation Logement pendant plusieurs mois. Impossible dans ces conditions de payer son loyer. Aussi l'organisme d'HLM dont il est locataire lui a envoyé quatre fois l'huissier : « Il vient toujours quand la femme est seule à la maison, car ça permet de l'impressionner plus facilement. Et chaque fois c'est 50 F. qu'il faut payer. La dernière fois il est venu avec un flic, ils sont entrés sans sonner et ils ont fait le relevé de mes meubles ». Il s'agit d'effrayer en menaçant des pires sanctions, même si elles ne sont pas prévues par la loi.

Puis il est convoqué devant le juge des référés, à nouveau par l'huissier qui encaisse encore une fois 50 F. La convocation est à 9 h, il y a 2 salles avec 40 personnes par salle à juger. Tous les locataires assignés sont là bien avant l'heure, mais on ne les laisse entrer qu'une fois le tribunal installé. Il ne faut pas mélanger les torchons et les serviettes. Les représentants du contentieux des organismes loueurs ont droit à un fauteuil et à une table, pour les travailleurs, un simple banc suffira. Le jugement se fait par organisme et très vite. Pour ceux qui n'ont pas voulu perdre une journée de travail et ne sont pas venus, c'est l'expulsion systématique, prononcée en 30 secondes et sans discussion. Certains, très peu, sont venus avec un avocat (qui

coûte très cher), mais cela ne sert à rien : « Dépêchez-vous, maître, on est pressés » c'est le seul commentaire du juge. Quant au procureur, il se contente de dire : « application de la loi ». « Un disque à la place ça aurait été le même ».

« Je me suis absenté 5 minutes, dit Michel, et quand je suis revenu on m'a dit que j'avais été appelé pendant ce temps là et que j'étais expulsé. On m'a dit, dans trois jours vous êtes dehors ». Ainsi dans un espace de temps de 30 secondes à 2 minutes c'est toute une famille ouvrière, 9 personnes, qui se retrouve jetée à la rue. Il y avait deux travailleurs assignés par le même organisme et on leur a dit la même chose. Bizarre, non ?

L'organisme lui a dit : « si vous payez, vous pouvez rester ». Ainsi souvent les travailleurs empruntent pour pouvoir payer, et c'est de nouvelles dettes qui s'accumulent, et de nouvelles menaces. « En plus, avec tout ça, j'ai perdu une journée et demie de travail ».

C'est la même chose pour Louise, sa voisine. Condamnée à l'expulsion une première fois, elle a fait un emprunt pour payer. Et maintenant son mari est chômeur, on vient de lui retirer les 90 % et elle ne peut plus payer son loyer. Elle doit déjà 1800 F. de loyer. Où trouver l'argent ?

Comme le dit Michel : « Quand on est chômeur, tout est bloqué. Il faut attendre que ça passe au conseil d'administration de la Caisse. On touche en retard. Ça fait un creux, on doit tirer sur tout, alors quand on a touché l'argent, il faut tout remplacer, l'huile, le sucre, le café. Dans les familles ouvrières, ça fait des hauts et des bas, on ne sait jamais comment ça va aller et ça crée des disputes dans le ménage ».

Dans le même quartier où les chômeurs sont nombreux, d'autres expulsions se préparent. Avec le chômage et les grèves les sinistres huissiers, vont encore s'engraisser. Ce sont des milliers de familles ouvrières qui vont se retrouver devant le juge des référés. Mobilisons-nous pour exiger l'interdiction des saisies et des expulsions de chômeurs et de grévistes. Travailleurs en activité, chômeurs, jeunes... engageons fermement la lutte contre le chômage !

Yves BEAUMONT

CAMPS DE LOISIRS POPULAIRES

de l'union communiste de la jeunesse révolutionnaire

3 au 17 AOUT 75 dans le Jura

- sports - théâtre - musique
- rencontres avec des ouvriers et des paysans en lutte, avec des résistants.
- Meeting international des 5 continents.
- Forums
- Fête Populaire

Ecriture : F.R. BP 161, 75864, Paris Cedex 18

pour que paraisse en septembre 75
UN QUOTIDIEN COMMUNISTE
EN AVANT VERS
LES 50 MILLIONS

ABONNEZ VOUS

SOUSCRIVEZ

1 AN : 250 F

3 MOIS : 80 F

6 MOIS : 180 F

1 MOIS : 30 F

Envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18 CCP 31.191.14 La Source

LA FRANCE EN LUTTE

Quand on dresse la carte des luttes engagées par la classe ouvrière aujourd'hui en France, le tableau est éloquent : après la dure grève des postiers, après la lutte des travailleurs de Renault-le Mans, maintenue dans l'isolement par les directions syndicales, la classe ouvrière, au travers des difficultés dressées par la bourgeoisie, surmonte les hésitations précédentes, trouve la voie de la riposte.

Catlin (Angers), Lacourtsour (Arbois-Jura), Sotrimex (St Nazaire), Badin (Toulouse)... Le refus profond, massif du chômage, du prétexte avancé par la bourgeoisie, « c'est la crise », se manifeste clairement dans la multiplication des occupations d'entreprises contre le chômage : la majorité des usines occupées aujourd'hui en France le sont contre les licenciements ou la fermeture. C'est une lutte d'ampleur contre le chômage qui se dessine. Alors qu'au même moment, la classe ouvrière passe à l'offensive contre la baisse du pouvoir d'achat, les occupations, les grèves pour des augmentations de salaire le plus uniforme se multiplient : 250 F. pour tous chez Chausson, 1600 F. mini chez SITPA dans la Somme, prime de 400 francs au dépôt Gervais Findus (banlieue parisienne)... contre la baisse du pouvoir d'achat ces travailleurs ont eux aussi répondu par l'occupation. Des milliers d'autres engagent des grèves souvent longues, offensives.

Faisant l'expérience de la « crise » organisée par la bourgeoisie, la classe ouvrière cherche la riposte la plus efficace ; déjà dans

plusieurs localités la lutte d'une usine a suffi à déclencher un mouvement plus général : c'est Marseille où Ugine Acier, CFEM, Lavéra, SOMAFER poursuivent des débrayages, c'est la région parisienne où rien que dans les Hauts de Seine une douzaine d'entreprises sont en grève.

A cette riposte à la crise, à cette aspiration de la classe ouvrière à un mouvement d'ensemble, la bourgeoisie n'oppose qu'une seule alternative : la répression. Après les CRS contre Chausson, le Parisien Libéré... les milices et les chiens policiers, c'est la sauvage agression contre les grévistes des Câbles de Lyon. La bourgeoisie ne recule devant aucun moyen y compris l'assassinat pour briser la volonté de lutte des travailleurs.

Comment riposter ? Comment organiser ce mouvement d'ensemble qui fera reculer la bourgeoisie ? Ce sont les questions que, tous les jours, dans chaque conflit, les travailleurs posent en assemblée générale, dans les comités de grève, dans les sections syndicales. Les revendications, avancées dans ces luttes (augmentation de salaire uniforme, refus de tout licenciement), les comités de grève, les assemblées générales prouvent l'aspiration des travailleurs à se battre sur leurs véritables revendications et à instaurer une vraie démocratie dans leurs luttes. Conséquence de cette prise en main de la lutte par les travailleurs, l'enthousiasme pour engager le combat contre la bourgeoisie grandit : ce sont des milliers de travailleurs qui participent aux manifestations de soutien à Chausson, montrant leur volonté de

s'engager dans un mouvement d'ensemble. Face à cette volonté de lutte qui remet en cause les revendications du programme commun et la main-mise des révisionnistes sur la direction des grèves, comment réagissent les directions syndicales révisionnistes et réformistes ? De même qu'elles avaient des difficultés à s'opposer ouvertement aux luttes engagées, ces mois derniers, elles ne peuvent maintenant s'opposer de front à l'élargissement des luttes ; elles peuvent même, dans certaines localités, y appeler. Déjà réduite par l'aspiration des travailleurs à déterminer eux-mêmes leurs revendications, leurs formes de lutte, à parvenir à une offensive d'ensemble contre la bourgeoisie, la marge de manœuvre « des révisionnistes ne peut que devenir encore plus étroite. »

Aujourd'hui des dizaines d'usines sont occupées, des milliers de travailleurs se mettent en grève pour les salaires ou les conditions de travail, contre les licenciements. A la politique de crise, les travailleurs répondent : oui la lutte est possible. Mais une question demeure : comment faire converger ces mouvements qui se succèdent et qui souvent restent isolés. De nombreuses luttes : Besançon, Gennevilliers, Marseille... montrent la possibilité d'organiser un mouvement d'ensemble, une offensive large de la classe ouvrière contre le chômage, contre l'austérité, contre le chantage à la crise.

Annie COSSIN.

Ciapem-Brandt (Lyon)

A l'Inox, les travailleurs poursuivent leur lutte en adoptant la cadence qu'ils jugent normale, c'est à dire 105 paniers de machines à laver sur la 50 S et 175 sur la 4 S, tant que la direction refusera d'ajouter 4 travailleurs et de payer le boni. La direction ne trouve à répondre que : « les cadences ne dépassent pas la norme qui est très généralement pratiquée dans l'entreprise » ce qui en dit long... Les travailleurs des autres ateliers ont prouvé leur soutien à la grève des cadences à l'Inox par un débrayage. L'Inox doit gagner !

Corr. Brandt

Française de mécanique (Douvrin)

A la Française de Mécanique, filiale de Renault, Peugeot et Volvo, fabriquant des moteurs pour ces firmes, dans la banlieue industrielle de Douvrin près de Lens, les 56 ouvriers du département Entretien Machine-Outils (section outillage) sont en grève depuis le 17 juin. La section « entretien » commence à suivre le mouvement sur les mêmes revendications :

- Suppression de la catégorie OS au DEMO.
 - Réajustement du salaire de 200 F.
- Les ouvriers du DEMO sont allés à la fête de CIP ex Bailleul pour expliquer leur lutte.

Corr. Béthune (Pas de Calais) 22/6.

Cip -ex Bailleul (Béthune)

Depuis le protocole d'accord du 2 juin, les ouvrières de Haisnes et Nœux/Houdain travaillent en alternance vingt quatre heures par semaine. Mais le patron n'a pas attendu pour envoyer des lettres de licenciements. Comment réagir ? Est-ce qu'on a eu raison d'accepter de travailler à vingt cinq kms de l'ancienne usine ? Ce sont les questions que se posent les ouvrières prêtes à reprendre la lutte. Cette volonté de se battre contre les manœuvres du patron, contre le défaitisme entretenu par les délégués CFDT (surtout à Haisnes), les ouvrières l'on prouvé en faisant grève lundi après-midi, alors que les délégués étaient en réunion ! Elles exigeaient ainsi le paiement du salaire de mai. Le Parti intervient largement sur les usines pour dénoncer les manœuvres de la direction et montrer que la lutte est possible comme dans ce tract : « en mobilisant toutes les ouvrières de l'usine, en appliquant le mot d'ordre de Lip, d'Everwear, « on produit, on vend, on se paie », en mobilisant les travailleurs de la région pour soutenir la lutte et l'occupation, en contactant les jeunes, en particulier les jeunes chômeurs, pour qu'ils participent à l'occupation et à la popularisation, en contactant les paysans... ».

19/6 Corr. Béthune (Pas de Calais).

Dunlop (Amiens)

Après avoir occupé l'usine, les travailleurs en grève depuis le 12 juin ont laissé entrer les non grévistes, sous la direction des cadres, mais ils bloquent les portes et les sorties. Pour satisfaire leurs revendications (grille unique de salaire, 1700 F. minimum, réduction des cadences...), ils sont décidés à poursuivre une lutte dure même si les directions syndicales CGT et CFDT ne sont pas d'accord sur les moyens de lutte. Oui, la lutte est possible ! Les travailleurs de Dunlop vaincront !

Corr. Amiens 21/6.

Gervais-Findus (Drancy)

Les travailleurs sont en lutte pour un salaire de base minimum de 2000 F., pour des meilleures conditions de travail, et pour l'organisation de l'entreprise, depuis le 12 janvier 75.

En effet les magasiniers travaillent entre -20 et -30°. Les livreurs ont un travail rendu très dur car les clients refusent d'être livrés l'après-midi et cela réduit le temps de travail. Il n'y a aucune liberté d'expression dans l'entreprise ; surveillance collective des employés et individuelle pour les plus combattifs. Il n'y a même pas de grille de salaire.

La direction sous couvert « d'être plus humaine » juge les travailleurs d'après leurs « qualités humaines »... Ce sont les plus dociles qui ont une chance de promotion.

Pour briser la grève, la direction a fait appel à tous les moyens : embauche de saisonniers, location de wagons frigorifiques à la STEFF. Quant au délégué CGT? plus préoccupé de combattre la CFDT que la direction, il a rétorqué au délégué CFDT qui proposait l'occupation : « occuper les locaux, c'est une entrave au travail » et de toutes façons, « être là 24 heures sur 24, c'est briser la vie de famille ».

C'est la première fois que l'Agence de Bobigny est en grève. Les travailleurs de l'usine de Beauvais (les caristes et les travailleurs du froid) se sont mis en grève par solidarité ; la fabrication du fait de la grève va être mise en chômage technique.

Parvex (Dijon)

297 licenciements ; après les 200 emplois déjà supprimés, après la réduction des horaires à 25 h, les 850 travailleurs de chez Parvex refusent le nouveau plan de licenciement et de restructuration décidé par la maison-mère, la CEM. C'est aux cris de « Non aux licenciements » que les travailleurs de l'usine ont défilé dans les rues de Dijon. Le Parti, par panneaux et tracts, organise le soutien.

Caron-Ozanne (Caen)

« On occupe, on imprime » : dans l'imprimerie occupée, gardée par le piquet de grève, l'atelier fonctionne en permanence. « Avant la grève, le patron avait réduit l'horaire à 40 h... maintenant c'est 109 licenciements qui sont prévus, alors on est passé à l'offensive, c'est « pas un seul licenciement » que nous voulons » déclare un délégué CGT.

Un petit journal « Echos de nos luttes » a été imprimé et diffusé. Nous avons discuté pour le journal avec un groupe de travailleurs.

Un lino : « La conjoncture, on s'en

moque, ce n'est pas une question de conjoncture, c'est que le patron veut transformer la boîte en imprimerie de presse et réduire le personnel de 150 à 40 personnes ».

FR : « Comment voyez-vous la suite de votre lutte ? ».

Un lino : « Les 90 % du salaire, on en a tout de suite parlé en assemblée générale, quand on a vu qu'il n'y a que 1 % des chômeurs qui les touche, on n'y croit plus ».

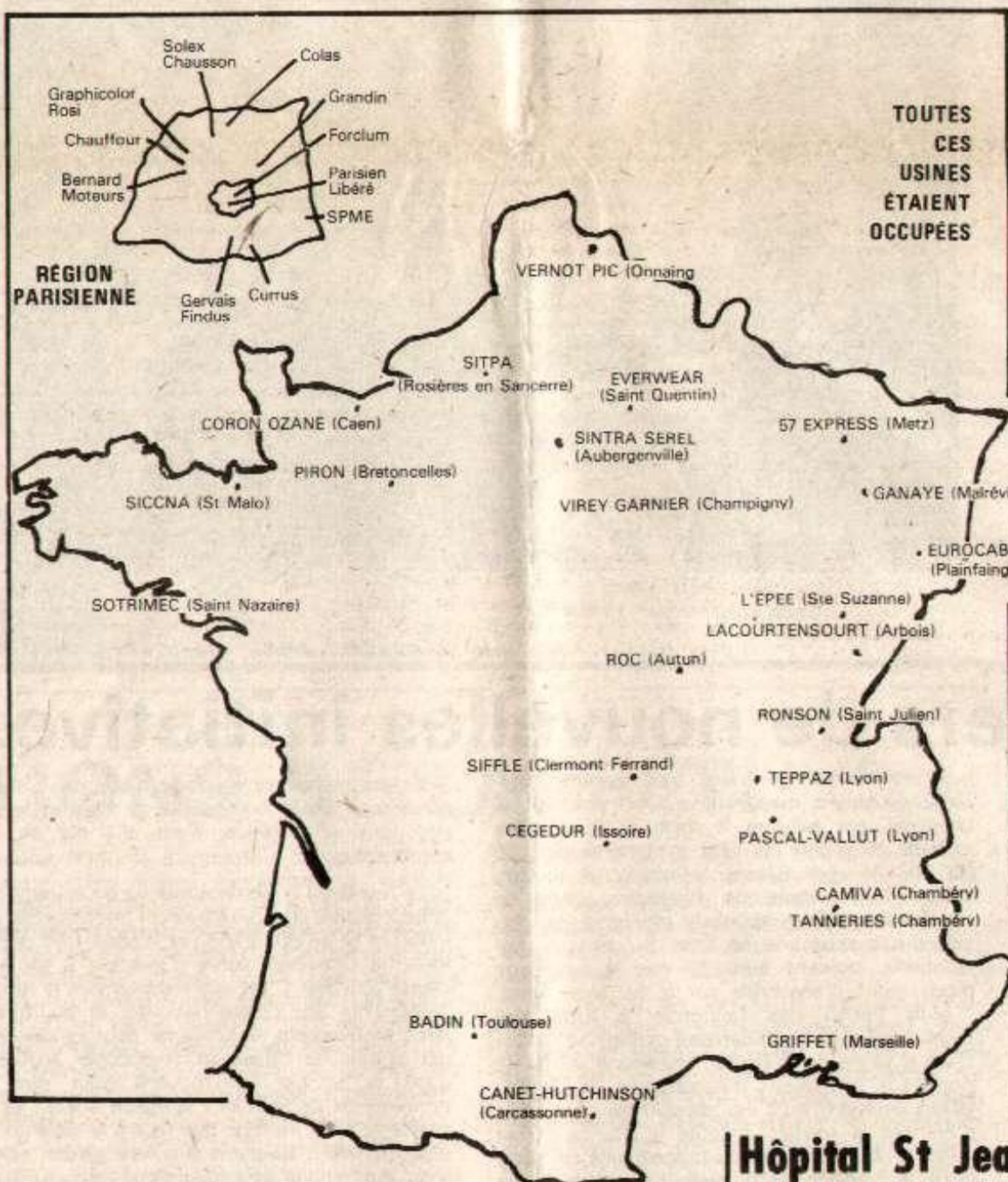
Le délégué CGT reprend : « Après 15 jours d'occupation, on est à un tournant décisif. C'est le

problème de s'organiser pour une longue lutte... ».

Par tracts, le Parti a expliqué la volonté de la bourgeoisie de restructurer massivement l'imprimerie française et appelé à renforcer l'occupation :

« garder l'usine, c'est la force des travailleurs parce que garder l'usine, c'est garder le moyen de produire ; garder l'usine, c'est garder le moyen de faire pression pour exiger la négociation ».

Non au démantèlement de l'imprimerie !



Nanterre

ROSI (Pots d'échappement) : 200 travailleurs, la plupart immigrés, sont en grève contre les conditions de travail. Le patron employant une nouvelle laine de verre, meilleur marché, mais plus dangereuse, les ouvriers réclament une enquête médicale et, de toute façon, le retour à l'ancienne laine de verre. Depuis jeudi l'occupation est totale jour et nuit.

Non aux bas salaires !
Jours de grève payés à 100 % !

EXCEL : (Margarine) : dans cette filiale de Lesieur, grève pour une augmentation de 150 F. uniformes.

GRAPHICOLOR : Non à la soi-disant « faillite » ! Les 70 travailleurs occupent l'entreprise depuis un mois.

Dans un tract diffusé dans toutes les usines en lutte à Nanterre, la section du PCR appelle tous les travailleurs avec leurs sections syndicales à :

- Renforcer la lutte et les occupations.
- Etablir et renforcer les liens entre toutes les usines en grève.
- Participer au Comité de lutte contre le chômage sur le quartier.

Fos

Les syndicats CGT et CFDT ont décidé de bloquer les routes pendant deux heures sur le complexe de Fos. Des camarades du Parti, ouvriers à la CFEM, sont intervenus pour populariser la lutte et ont participé activement à l'un des barrages. Le dernier Front Rouge a été largement vendu par la cellule. La police ayant essayé de relever les numéros des voitures du barrage, la mobilisation des travailleurs l'a obligée à déchirer la feuille de relevés. Ugine Acier, CFEM, Solmafer, Lavéra, les travailleurs en lutte restent vigilants.

Hôpital St Jean (St Etienne)

Cet hôpital est un des 2 ou 3 centres en France où on tente de mettre en pratique la nouvelle psychiatrie : fini les grilles, les camisoles de force... C'est l'utilisation des calmants chimiques...

Ces « méthodes d'avant-garde » n'empêchent pas la division du travail, l'exploitation des infirmières, le mépris des malades et la répression. Aux revendications du personnel (augmentation des effectifs, 250 F. pour tous, travail 5 jours par semaine et non 6), la direction a répondu par la répression policière brutale : matraquages dans l'hôpital, arrestation de 40 grévistes et

même d'une malade. Le comité de grève a décidé la poursuite de l'action et la liaison avec les autres travailleurs (usines en lutte, paysans).

Ganaye (Malreville)

Depuis dix journées, grève et occupation des bureaux pour s'opposer à la fermeture de cette entreprise de travaux publics. Les travailleurs, dont de nombreux immigrés, ont organisé plusieurs manifestations avec leurs familles dans les rues de Nancy pour populariser leur lutte.

triste fête de la jeunesse révisionniste.

La fête des jeunesses révisionnistes qui s'est tenue samedi et dimanche dernier à Montreuil n'a pas fait la une de l'Humanité, juste quelques lignes en page quatre. Il est vrai qu'on ne s'y bousculait pas.

A part des appels incessants à rejoindre les J«C», aucune perspective n'était proposée. Il n'y avait aucun stand sur les luttes ouvrières actuelles. Les propositions de lutte n'avaient rien d'enthousiasmant, elles se limitaient à des pétitions et des délégations. Les jeunes que nous avons rencontrés, pour la plupart, venus à la fête pour trouver des réponses à leurs interrogations sur comment mener la lutte, étaient déçus des explications données dans les forums. Ils se montraient par contre très intéressés par nos explications sur la dégénérescence du P«C»F et par les propositions de lutte de notre Parti.

Au cours des discussions, les responsables des J«C» étaient souvent incapables d'expliquer les difficultés des pays révisionnistes et étaient à court d'arguments pour critiquer la République Populaire de Chine. Beaucoup de jeunes, y compris des membres des J«C», sont finalement repartis en se posant de nombreuses questions, et avec des doutes sur la capacité du révisionnisme à apporter le changement.

Corr. Drancy

J.J.S.S. inquiet

« L'inquiétude est profonde et générale... Le scepticisme rampe et corrode le corps social. Les perspectives de la rentrée sont marquées par un sentiment d'angoisse... Du monde qui nous entoure proviennent fracas d'orages et grondements d'anarchie ».

C'est Servan-Schreiber qui fait ce constat lucide de la crise politique. Mais c'est pour mieux placer son « projet pour l'an II », catalogue de fausses réformes dans le style giscardien. Le ministre de la réforme réformé pourrait s'appliquer à lui-même ce qu'il dit du débat politique actuel : « il sonne creux et il n'a guère de prise sur la méditation ou les projets de chacun ».

les cadeaux qui entretiennent l'amitié...

Dassault a perdu le marché du siècle, mais il lui reste de quoi s'en remettre ; l'Etat s'est montré généreux, c'est ce que révèle le rapport de la Cour des Comptes. Pour le « Mystère 20 » il a reçu plus de 18 milliards d'anciens francs. Pour le Mercure, l'Etat a versé 503 milliards de francs (50 milliards anciens) remboursables à partir du 45^e appareil. Comme 10 appareils seulement ont été vendus et qu'aucune compagnie n'est actuellement sur les rangs, Dassault n'est pas prêt de commencer à rembourser...

Le 39^e Congrès de la C.G.T.

Dans son rapport au congrès CGT du Bourget, G. Séguoy tente de s'appuyer sur le développement actuel des luttes ouvrières. Car, les dirigeants révisionnistes de la CGT, ne pouvant ignorer la combativité des travailleurs, ont choisi de s'en saisir au profit de leurs perspectives bourgeoises du programme commun.

La soumission de la tactique du syndicat à la stratégie révisionniste du programme commun est justifiée d'un tour de passe-passe : le congrès de Nîmes en 1972 aurait exprimé, selon Séguoy, « la volonté des travailleurs que l'union de la gauche, fondée sur un programme commun se réalise ». Eh bien, c'est chose faite, aux yeux de la direction confédérale ; puisque le programme commun existe pour « réformer profondément la société » !

Mais de quel « programme » s'agit-il ? Et où voit-on que la classe ouvrière dans les luttes menées depuis 1972 (Lip, Saviem, Dunkerque, Everwear...) ait limité ses aspirations aux réformes dans le cadre capitaliste ?

Muet sur ce terrain, Séguoy n'en est que plus à l'aise pour saluer sans grand risque « l'aiguinement et l'extension de la lutte des classes », en envoyant même des coups de chapeau sans conséquence aux luttes des OS, des femmes, des immigrés ou des jeunes. Au contraire, pour lui tout est bon aujourd'hui, si cela rapproche « la proximité des changements dont la France a un besoin urgent », c'est-à-dire « l'application du Programme Commun de la gauche »...

SEGUOY ET LA COMBATIVITE DES TRAVAILLEURS

Ce que veut dire la direction CGT, c'est que faute d'un horizon électoral

immédiat, la seule manière de faire triompher la soi-disant union de la gauche, c'est « d'avancer les échéances » par la lutte. Nourri d'un bel optimisme depuis la grève de Renault (qui a fait la démonstration, selon le rapport confédéral, que « pouvoir et patronat... ne sont pas invulnérables ») Séguoy affirme : « Avant 5 ans nous aurons fait triompher les changements salutaires pour lesquels nous combattons ».

Mais pour cela, les révisionnistes dans la confédération ont besoin « d'une puissante CGT, au cœur des luttes » qui serve leur projet.

C'est pourquoi, le rapport au 39^e congrès fait état d'une riposte ouvrière « de plus en plus fréquemment offensive ». Quoi de plus normal alors que de pousser les syndicats « à rechercher des formes de luttes aussi efficaces que possible », fussent-elles très « nouvelles » voire « audacieuses ». Tout étonné lui-même de la volonté d'offensive des travailleurs, Séguoy est plein de louange pour leur « grande tenacité ». Et il est visiblement surpris de voir qu'aux PTT, malgré l'échec (dans lequel il se garde bien de montrer le rôle de la direction révisionniste de la CGT) « la combativité ne s'en trouve pas émoussée et qu'à la première occasion la bataille redémarre » !

LIMITER L'OFFENSIVE OUVRIÈRE...

On passe rapidement dans le rapport confédéral de la surprise à l'inquiétude. Devant la détermination à vaindre des ouvriers de Chausson, devant la ténacité des tanneurs d'Annonay depuis un an, devant l'imagination et l'illégalité au service de la grève à Everwear ou Caron-Ozanne, l'initiative et les aspira-

tions révolutionnaires des masses se multiplient.

C'est ce qui gêne Séguoy lorsqu'il est obligé de constater que : « l'attitude patronale provoque parfois tellement de colère » que même « le souci d'agir dans les conditions les moins onéreuses... » est une « préoccupation dépassée » !

Alors il s'agit de serrer les rangs autour du cadre syndical (on se rappelle les attaques contre le Comité de Grève à Chausson Gennevilliers) et faire admettre par les travailleurs eux-mêmes les limites à leur mouvement en les amenant à « participer à l'élaboration des décisions » allant dans ce sens. C'est le cas aux Câbles de Lyon où, évacués sans résistance par les CRS, les ouvriers se voient regroupés dans les locaux de la mairie révisionniste sur le mot d'ordre, en fin de compte contradictoire avec la reprise des lieux de production : « l'usine est là où sont les travailleurs ».

Aussi l'affirmation des limites apportées à l'offensive ouvrière est-elle nette dans le rapport de Séguoy, avec un appel sans équivoque à « concevoir de façon responsable la conduite des luttes ».

La clef de cette attitude est la même qu'en 1971 contre les cheminots, les travailleurs de la RATP, la prétendue nécessité de « rechercher, en toute circonstance, l'approbation et le soutien de l'opinion publique ».

Mais l'opinion, c'est la bourgeoisie qui la fabrique (cf. le passage du rapport sur « l'information »). Alors s'agit-il de plier devant les idées fausses et l'influence de la bourgeoisie dans les masses tout en s'indignant

devant « la mainmise du patronat sur les moyens de communications » ?

C'est la voie qu'offre Séguoy. C'est celle du désarmement idéologique face à la contre-offensive de la bourgeoisie, la voie de la conciliation avec l'ennemi de classe !

Le débouché de cette logique, c'est le thème des « libertés » rejoignant la campagne du P«C»F contre « le régime des milices et des molosses ».

Dans ces conditions, pas question d'aller vers un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière qui donnerait à l'offensive ouvrière actuelle un plan d'ensemble, une réponse aux aspirations à un changement révolutionnaire.

Pour répondre aux préoccupations des travailleurs, Séguoy n'offre que le traditionnel échafaudage d'actions « de la plus partielle à la plus coordonnée » avec sa hiérarchie de fausses coordinations des luttes, à l'exemple de la manifestation stérile et manipulateur d'un millier d'ouvriers (des 24 entreprises occupées dans la région parisienne) devant le CNPF.

C'est pour cela qu'il est temps que s'affirme avec vigueur une alternative révolutionnaire, offrant aux syndiqués CGT une autre perspective que le Programme Commun et une conception de l'unité syndicale sur des bases de lutte de classe qui fasse pièce au compromis réformiste du 26 juin 1974. C'est un aspect important de la voie que trace notre Parti dans les entreprises. C'est en ce sens également que, pour répondre aux aspirations de nombreux syndicalistes révolutionnaires dans la CGT, le développement large de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire est à l'ordre du jour !

Stéphane RAYNAL 25/6/75.

Convention nationale du PS sur l'autogestion ! Divisions sur deux projets réformistes !

Une nouvelle preuve de l'incapacité du PS à faire croire aux masses qu'il veut réellement changer radicalement de société, vient d'être apportée par sa convention sur l'autogestion. Une partie significative des débats a eu pour sujet la discussion autour de la 16^{ème} thèse présentée par le CERES, minorité du PS dirigée par Chevènement. La direction du PS avait refusé d'inclure cette thèse dans le document soumis au vote, et les radios et journaux bourgeois présentent Chevènement et sa fraction comme de pauvres révolutionnaires incompris et opprimés par la majorité.

LE CERES « REVOLUTIONNAIRE »

En réalité, l'unique différence notable de cette thèse est l'affirmation, qui revient comme une incantation au début de tous les paragraphes, qu'il faut « mobiliser les masses ». Hors de cela, le CERES se contente de répéter ce que disent les autres thèses (voir leur analyse dans FR 161), c'est à dire qu'il faut gagner les élections, faire triompher le « front de classe ». A l'instar des 15 autres, la 16^{ème} thèse étudie avec soin la question du pouvoir, la question de la révolution, de l'armée bourgeoise, etc... Au fond, ce que prétend faire le CERES, c'est trouver une recette plus efficace que la tendance Mitterrand pour faire triompher la même politique contre-révolutionnaire. Les militants du PS, dit le CERES, doivent se tenir prêts pour une éventuelle « intensification de la lutte des classes » ; la tâche que Chevènement leur assigne, c'est de « jouer un rôle décisif pour mettre en échec les tentatives de récupération multiples et les tentations spontanéistes » dans le cas d'une victoire électorale de la « gauche ». Attention, prévient le CERES, il faudra alors mettre en place des « organisations » qui soient capables de canaliser les aspirations révolutionnaires des masses, de leur cacher que le gouvernement de la « gauche » est un gouvernement bourgeois. C'est cela le fond de ce que le CERES nomme la « mobilisation des masses ». Il s'agit donc, simplement, d'une divergence tactique par rapport à Mitterrand : le CERES est partisan d'accroître l'alliance avec les révisionnistes et d'orienter le PS vers un « élargissement de sa base sociale en direction des travailleurs », il préconise aussi l'alliance avec ce qui reste du PSU. Au contraire, la tendance majoritaire du PS ne pense pas que cette tactique soit la seule appropriée à la nécessité du maintien de la dictature bourgeoise : Mitterrand veut, pour sa part, préserver le rôle de parti charnière du PS pour une éventuelle coalition socialo-libérale. Il veut bien chercher à récupérer les aspirations révolutionnaires des masses, se donner un « corps de doctrine » pour tenter de recueillir les fruits du déclin du révisionnisme, mais cela ne saurait gâcher, pour lui, l'ambition générale du PS de jouer un rôle central dans une coalition qui excluerait les révisionnistes.

RIVALITES ENTRE FRACTIONS

Un autre aspect de la convention « socialiste », c'est la division qui est apparue entre les trauctions du PS : on ne saurait se laisser prendre à l'image d'un PS uni derrière



Mitterrand. Chevènement et Mitterrand se sont affrontés en tant que chefs de factions rivales et Mitterrand n'a pu garder son ton tempéré de candidat chef d'Etat pour répondre aux attaques du CERES. D'autres tendances du PS en ont profité pour se livrer à des luttes de couloir : ainsi les éléments les plus ouvertement réactionnaires réunis autour de Guy Mollet ont voté avec le CERES pour montrer qu'ils ne se soumettent pas à la majorité. Cela illustre avec éclat la réalité des débats politiques au sein du PS, où les motions (ronflantes ou modérées) ne sont en fait qu'un prétexte pour réaliser des coalitions hétéroclites de voix, et pour masquer les luttes d'influences au sein de ce parti bourgeois.

ECHEC DE LA CONVENTION

En fait cette convention a été un échec pour le PS qui a été incapable de s'unir autour de l'autogestion, question pourtant présentée comme décisive par les dirigeants pour affirmer une doctrine autonome du PS, capable de tromper les masses et de se distinguer à la fois de Giscard et du P«C»F. Les réticences et les divisions ont été mises en lumière par le fait que presque la moitié du parti n'a pas participé au vote sur les thèses présentées. En outre, l'échec apparaît clairement en ce qui concerne le projet du PS de faire croire à l'autogestion : la convention a été marquée par des interventions significatives du peu de prise que rencontre ce mot d'ordre fumeux : Poperen a appelé à « ne pas s'écarter des masses », Mitterrand a déclaré que le PS veut « placer sa stratégie sur le plan des réalités » et qu'il n'oublie pas de « lutter pour le salaire minimum » en même temps qu'il « cherche une société nouvelle ». Ces déclarations montrent bien que le PS, quels que soient ses désirs de récupération des aspirations révolutionnaires, est au fond incapable congénitalement de trouver un moyen pour apparaître comme un parti digne de confiance et non un ramassis d'ennemis du peuple.

Paul LEFORT.

Mitterrand au palais des sports

Censé être la « consécration de la montée du PS », le meeting du palais des sports de lundi avait réuni une salle composée presque exclusivement de cadres cravatés et de notables replets. Belle consécration en effet que cette salle à peine pleine et pourtant composée, aux dires d'Estier, de « socialistes venus de Paris et des départements » ! Chapuis, récent rallié du PSU, souriait à la sortie du meeting pendant que la section PS d'Epernay proposait dans un « tract » des caisses de champagne à 22 F. la bouteille (caisses de 15 ou 20, minimum). Le champagne, baptisé sans complexe « cuvée rose au poing » était sans doute pour beaucoup dans les gesticulations désordonnées de quelques militants du CERES : ils s'étaient habilement répartis mais ne pouvaient faire illusion sur une salle plutôt occupée à digérer qu'à reprendre le mot d'ordre « unité populaire, programme commun ». Une femme de cadre, robe moirée, s'encanaillait à lever le poing au son d'une internationale reprise par environ 1 sur 100 des participants, pendant que son mari gêné s'efforçait de faire cesser une telle incongruité.

Le clou de la soirée était l'intervention de Mitterrand. Les orateurs qui l'avaient précédé avaient à peine pu finir leurs phrases entrecoupées de « Bergeron démission », comme s'il n'y avait pas des dizaines de Bergeron au PS. Mitterrand essuya aussi ce mot d'ordre quand il déclara que le PS est « là où l'on se bat dans l'entreprise ». Il fit pourtant preuve de perspicacité quand il affirma que « le PS doit disparaître s'il n'est que la garde-chiourme de la bourgeoisie ». Il avait gauchi son style, sans toutefois prononcer le mot d'autogestion, face à une salle qu'il savait parsemée de ses opposants du CERES. Il prononça subrepticement le nom de Marx, pour mettre aussitôt en garde contre « l'idée qu'il faut démanteler l'Etat », qualifiée par lui de « décoction de Napoléon ». La fin du discours fut consacrée à dénoncer sans le nommer le CERES, sommé « d'abandonner toute action fractionnelle ».

Deux mois après la victoire des peuples indochinois, LA NOUVELLE SITUATION EN ASIE DU SUD-EST

Depuis 1945, les Etats-Unis avaient intégré tous les pays d'Asie du Sud-Est dans leur dispositif stratégique dans le bassin du Pacifique par l'intermédiaire de gouvernements entièrement soumis.

Les Philippines abritaient les bases militaires, parmi les plus grandes du Pacifique, d'où partirent des centaines de vols de bombardements contre les peuples indochinois. La Thaïlande était transformée en un gigantesque port-avions, elle abritait le quartier général des forces spéciales en Asie du Sud-Est dont dépendaient notamment les mercenaires engagés par la CIA au Laos ; l'armée thaïlandaise intervenait directement aux côtés des troupes américaines au Vietnam, ou à leur place, au Laos et à la frontière du Cambodge.

Tous ces pays, enchaînés à la politique US par « l'aide », la pénétration économique, par un grand nombre de traités bilatéraux ou régionaux, ont adopté, ces derniers temps, des attitudes très différentes de celles que la domination US leur imposait depuis des années.

LA REPERCUSSION DES VICTOIRES DES PEUPLES D'INDOCHINE DANS LES PAYS D'ASIE DU SUD-EST

Ils refusèrent de suivre la politique criminelle des Etats-Unis au moment de leur débâcle : les Philippines ne voulurent pas secourir les USA dans la politique des réfugiés, menaçant le fantôme Ky de l'emprisonner s'il débarquait à Subic Bay. De son côté la Thaïlande a vigoureusement protesté contre l'utilisation des bases US dans l'agression contre le Cambodge lors de l'affaire du Mayaguez.

Tandis que les Philippines envisageaient la fermeture des bases de Subic Bay, la Thaïlande exigeait l'accélération du départ des troupes US stationnées sur son territoire.

« La présence des forces étrangères compromet la souveraineté et l'indépendance du pays et l'isolera du principal courant de pensée en Asie et même dans le monde » affirmait en janvier le conseiller du premier ministre Thaïlandais.

Les pays d'Asie du Sud aspirent à rejoindre le camp des pays du Tiers Monde. Au lieu de mener une diplomatie entièrement soumise aux intérêts de l'hégémonie US, ils la transforment pour répondre à leur souci d'indépendance.

Les Philippines viennent d'établir des relations diplomatiques avec la Chine. La Thaïlande s'y prépare pour les prochains jours. Loin d'envisager un blocus des pays indochinois, l'association des pays d'Asie du Sud Est, mise sur pied par les USA en 1967, a pris contact avec les gouvernements des pays indochinois et se déclare prête à établir des liens diplomatiques.

Le social-impérialisme menace directement l'indépendance de ces pays. Il aspire à remplacer les USA dans la région, et les pays de la région doivent maintenir une vigilance particulière face aux visées sournoises de cette superpuissance. La Birmanie a dû résister aux pressions soviétiques qui visaient à l'intégrer dans un « traité de sécurité collective » qui aurait assuré un solide moyen pour l'hégémonie social-impérialiste dans la région. De même la Malaisie et l'Indonésie ont dû mettre en échec la tentative de l'URSS « d'internationaliser » le détroit de Malacca ; sous le prétexte d'assurer une libre

circulation aux navires, l'URSS voulait s'assurer un passage rapide entre la mer de Chine et le Golfe du Bengale.

LES PAYS D'ASIE DU SUD-EST LUTTENT POUR RECUPERER LEURS RICHESSES NATIONALES

Comme tous les pays du Tiers Monde, les pays d'Asie du Sud-Est luttent pour que leurs matières premières soient payées à un juste prix. Ils sont les premiers producteurs d'étain et de caoutchouc. Alors que sous la direction des USA et de l'URSS, les pays impérialistes voulaient faire baisser les prix de l'étain, la Malaisie et la Thaïlande groupées avec d'autres producteurs d'étain, ont imposé une augmentation de plus de 10 % des prix. Les producteurs de caoutchouc de la région ont créé un organisme chargé de stocker le caoutchouc afin de maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande et de stabiliser les prix sur le marché mondial. Dès cette année ces pays d'Asie du Sud-Est ont réduit leurs livraisons de 380.000 tonnes.

La victoire des peuples indochinois coïncide avec le renforcement du courant mondial pour l'indépendance et le contrôle des matières premières dans une des régions du monde où la domination US semblait la mieux assise.

LES MASSES FONT PRESSION SUR LEURS GOUVERNEMENTS POUR RESISTER AUX VISEES DES IMPERIALISTES ETRANGERS

En Thaïlande, de puissantes manifestations ont protesté contre l'agression US contre le Cambodge lors de l'affaire du Mayaguez exigeant le retrait de toutes les troupes américaines de Thaïlande.

En 1973, le gouvernement de Thonon Kittikachorn étroitement soumis aux USA, a été renversé après plusieurs jours d'émeutes dans la capitale, son renversement a été à l'origine de la révision de la politique thaïlandaise à l'égard des Etats-Unis, et de l'exigence du retrait des troupes US.

La visite du premier ministre japonais en janvier 1974, en Thaïlande et en Indonésie, a été l'occasion de manifestations violentes dans ces deux pays, contre la domination et le pillage économique par le Japon, grâce aux facilités, imposées par les Etats-Unis, à l'établissement d'entreprises étrangères.

C'est tout le pillage néo-colonial qui est dénoncé massivement par les masses dans les villes, aux premiers rangs desquelles se trouvent les ouvriers.

A Singapour et en Malaisie, d'importantes manifestations se sont récemment déroulées contre les bas salaires encore amputés par l'inflation, contre les licenciements des entreprises étrangères qui fermaient leurs



LES PAYS VEULENT L'INDEPENDANCE, LES NATIONS LA LIBERATION, LES PEUPLES LA REVOLUTION

portés. A Singapour des étudiants ont organisé un centre d'étude sur les compressions d'effectifs et engagé des actions de soutien aux ouvriers notamment en organisant des manifestations communes. En Birmanie et en Thaïlande des grèves très dures, accompagnées de manifestations violentes, ont été autant de menaces contre le gouvernement, de dénonciations des effets du néo-colonialisme, qui montrent que les masses dans les villes ne veulent plus supporter la misère que leur impose la double domination des capitalistes étrangers et de ceux qui leur ont ouvert les portes et réprimant violemment les manifestations et protestations.

LES PEUPLES VEULENT LA REVOLUTION

A l'heure de la victoire des peuples d'Indochine, des combats importants se déroulent dans la plupart des pays d'Asie du Sud-Est. En Thaïlande, les forces armées populaires, qui avaient détruit des B52 sur la base d'Utapa, mènent de nombreuses opérations dans le Nord-Est à partir des zones libérées. En Malaisie, les forces populaires poursuivent sur différents points du territoire, la lutte armée. En Birmanie, les communistes du monde entier rendaient récemment hommage aux camarades Thakin Zin et Thakin Chit, morts au combat. Aux Philippines, du Nord au Sud du pays, la lutte armée se poursuit malgré les violentes attaques des forces gouvernementales, malgré l'état d'urgence et la loi martiale.

Bien que dans chaque pays les gouvernements aient tout mis en œuvre, souvent à l'instigation des Etats-Unis, pour étouffer la lutte révolutionnaire, pour étrangler les forces armées populaires, celles-ci poursuivent la guerre populaire qui balayera définitivement d'Asie du Sud-Est l'impérialisme et le néo-colonialisme.

Dans l'Asie du Sud-Est aujourd'hui, le mouvement des pays du Tiers-Monde pour l'indépendance et le contrôle des richesses naturelles a ainsi gagné des pays où les gouvernements, ont exercé et exercent une oppression féroce sur leur peuple comme en Indonésie ou dans les Philippines, bastions présumés il n'y a pas longtemps les plus « sûrs » de la domination US. Les rêves du social-impérialisme de se substituer aux Yankees, en profitant de leur défaite en Indochine, se heurtent, comme partout, à la volonté des pays du Tiers-Monde d'exercer entièrement leur souveraineté.

Les initiatives de tels gouvernements sont l'indice évident des bouleversements apparus dans la situation mondiale. Ils sont annonciateurs de bouleversements encore plus profonds. Car il est évident que de tels gouvernements sont à la fois cible et moteur du mouvement qui se renforce dans le Tiers-Monde. Moteur parce qu'ils participent au mouvement d'ensemble de ces pays du Tiers-Monde ; cible parce qu'ils ne peuvent cependant empêcher d'accéder à une conscience supérieure, de réclamer des comptes et de prendre les moyens pour arracher le pouvoir, afin de doter leur pays d'une indépendance véritable.

Les glorieux exemples de la Chine socialiste, du Vietnam dans sa région au nord du 17° parallèle, et maintenant au Sud, du Cambodge et du Laos, sont la preuve éclatante que cette voie est la seule possible pour l'émancipation complète des peuples.

Grégoire CARRAT.



A Djakarta, le peuple indonésien manifeste contre l'impérialisme japonais

LA SANTE PUBLIQUE EN ALBANIE SOCIALISTE (2)

(Suite du No 161)

La santé publique étant au service des travailleurs, elle fait l'objet d'un contrôle ouvrier très strict. Les droits des ouvriers concernant la protection du travail et la sécurité technique sont consacrés par la loi, dans le Code du Travail de la République Populaire d'Albanie, ainsi que les règlements de sécurité. Aussi un des objectifs du contrôle ouvrier dans l'usine est-il de les faire respecter. Si un cadre quelconque de la production néglige le règlement sanitaire, les ouvriers eux-mêmes ont le droit et le devoir de lui demander des comptes et de prendre en charge l'application pratique de la législation du travail, des normes techniques de sécurité contre les accidents du travail etc...

Par l'intermédiaire de leur organisation professionnelle, les ouvriers font connaître, au niveau de l'atelier comme de l'usine, les améliorations nécessaires, puis veillent à leur réalisation pratique. Cela peut aller de l'installation de dispositifs protecteurs près de machines dangereuses, du chauffage dans les ateliers ou de douches, à l'équipement des ouvriers en combinaisons spéciales lunettes, gants, masques, bottes. Certaines usines, si les procédés de travail l'exigent, procèdent à la distribution d'antidotes tels que lait, beurre, voire même, à la réduction de

l'horaire de travail sans diminution de salaire.

Tous les soins sont entièrement gratuits. Qui plus est, l'ouvrier continue de bénéficier de ces avantages lors de ses arrêts de travail ou de sa retraite. Une ouvrière enceinte voit ses conditions de travail allégées ; elle touche en plus un congé payé de 12 semaines, partagé en six semaines avant et six semaines après l'accouchement, période automatiquement rallongée si la naissance se fait avant terme ou s'il s'agit de jumeaux. De plus, lorsque l'enfant est encore au sein, elle peut aller le nourrir à la crèche de l'usine pendant ses heures de travail qui lui seront payées.

Lorsqu'une incapacité est provoquée par un accident du travail, ou une maladie professionnelle, les travailleurs touchent, indépendamment de leur ancienneté, 95 % du salaire moyen du dernier mois. Les mineurs touchent, quant à eux, la totalité de leur salaire. Si l'incapacité est due à une maladie ou un accident quelconque, selon l'ancienneté, les travailleurs toucheront 70 à 85 % de leur salaire (90 % pour les mineurs de fond).

Enfin, l'ouvrier arrivé à l'âge de la retraite ne connaît pas les conditions déplorables réservées aux « vieux » dans la société capitaliste. Selon leur état physique, leurs années de service et la pénibilité de leur travail, les

ouvriers sont en retraite à 60 ans pour les hommes et 55 pour les femmes. Mais les travailleurs victimes d'accidents du travail peuvent toucher la pension vieillesse avant l'âge, de même que les travailleurs affectés aux travaux les plus durs (les ouvriers du caoutchouc, pétrochimie ou de la verrerie sont en retraite à 55 ans ; les mineurs de fond ou les métallurgistes à 50 ans).

La pension vieillesse est fixée à 70 % du salaire moyen des dernières années de travail, en sorte que dans un pays qui ne connaît ni l'inflation, ni les

impôts, qui a les loyers les plus bas du monde et où l'assistance médicale est entièrement gratuite, l'ouvrier reçoit une pension qui lui permet de bien vivre ; cependant qu'il ne cessera pas d'être intégré à la société, diverses possibilités de continuer à avoir quelques activités lui seront offertes.

Néanmoins, ne jugeant pas encore satisfaisantes ces mesures, un effort particulier a été fait ces dernières années pour la défense de l'environnement et les centres ouvriers, qui se

sont constitués près des complexes industriels, ont vu la création de stations d'épuration d'eau de même que le développement de la protection de la faune et de la flore (parcs près des usines) pour permettre aux villes de ne pas connaître les méfaits d'une industrialisation pour laquelle la machine compterait plus que l'homme. Car en Albanie, l'homme est le capital le plus précieux.

Camille NOEL.

DEMANDE DE CONTACT

AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom
Prénom
Adresse
Profession
Envoyer à Front Rouge BP 161 75864 Paris Cedex 18

PORTUGAL : le texte du conseil de la révolution un texte de compromis

Après plus d'une semaine de discussions, le Conseil de la Révolution portugais a publié un texte qualifié d'historique. Il s'agissait de trancher, au moins provisoirement, un débat lancé depuis plusieurs semaines : les partis politiques allaient-ils être mis à l'écart, puisque, par leurs disputes, leurs rivalités incessantes, ils maintenaient le pouvoir dans une crise gouvernementale perpétuelle ? Irait-on vers un gouvernement composé uniquement de militaires ? Comment le Mouvement des Forces Armées (MFA) envisagerait-il ses liens avec les organisations de masse existant à la base ? Sur cette question précise, deux points de vue se sont opposés :

— Premier projet : les « Comités de Défense de la Révolution », qui plaçaient les organisations de masse sous le contrôle centralisé du MFA, et réduisaient leur rôle à l'application des mesures et directives données, par le MFA.

— Deuxième projet, qui prévoyait certains pouvoirs locaux pour ces comités de masse et qui auraient supplanté les municipalités, sièges entre autres de bataille entre les partis.

UN EQUILIBRE INSTABLE

Le texte issu des débats du Conseil de la Révolution est en fin de compte un texte de compromis. Le problème principal, pour le MFA est de s'affirmer comme le seul détenteur du pouvoir. Bien avant les élections, il avait pris soin de concentrer entre ses mains toutes les décisions, que ce soit en matière législative, puisque c'est lui qui dit en dernier ressort, si les lois proposées sont valides ou pas, comme en matière exécutive : c'est lui qui proposera le Président de la République... C'est ce qui était consigné dans le « pacte » avec les partis politiques. Mais ce pouvoir s'est trouvé rapidement contesté après les élections à la Constituante du 25 avril 75, en particulier par le Parti Socialiste de Soarès, auquel le PPD (Parti « Démocratique »

Portugais) a vite emboîté le pas. Ces partis réactionnaires et liés aux impérialistes européens ont tout tenté pour mettre à profit les résultats des élections qui leur donnaient une énorme majorité. Ils voulaient donc rabaisser le parti révisionniste et sous prétexte de faire reconnaître « la volonté du peuple », marginaliser le MFA, instaurer une démocratie bourgeoise de type occidental traditionnel avec le pluralisme des partis bourgeois. C'est de cette volonté qu'est née la dernière crise gouvernementale, qui a fait dire à plus d'un journal portugais : « Qui gouverne le pays ? »

Le MFA répond clairement que c'est lui. Il affirme la « nécessité d'un renforcement de l'autorité révolutionnaire du MFA, comme base d'un pouvoir d'Etat qui permette le développement normal et pacifique de la transition vers le socialisme ». Mais pour ce qui est des partis, c'est le statu-quo. Le MFA réaffirme que la « transition vers le socialisme se fera par la voie pluraliste. Le pluralisme exclut la construction du socialisme par la voie de la violence ou de la dictature, il implique la reconnaissance de divers partis et courants d'opinions politiques et même de ceux qui ne défendent pas nécessairement les options socialistes ». Le MFA adresse simplement une mise en garde aux partis de la coalition qui doivent surmonter les divergences face à la situation économique et financière du pays.

Il ne fait donc aucun doute que les affrontements continueront, parce que les partis politiques prolongent leur rivalité au sein même du MFA, parce qu'il est le centre du pouvoir. Il n'y a qu'à voir la manifestation convoquée par le PS lundi dernier, à laquelle est accouru le PPD, pour constater que les partis n'ont comme solution que de s'accrocher au MFA pour faire pression sur lui. A des degrés divers, leur jeu est limité, comme l'ont prouvé les menaces à répétition de Soarès de sortir du gouvernement, qu'il ne peut mettre à exécution. Le PS ne peut que

cautionner le MFA, c'est à dire aussi de tenter de l'emporter de l'intérieur.

UNE UNITE DE FAÇADE

C'est pourquoi le MFA se trouve devant des contradictions difficilement surmontables. Il veut s'affirmer, mais en réalité il est lui-même affaibli par les mêmes luttes : comment régler les contradictions avec les masses ? Que signifie l'indépendance nationale ? Quelle attitude devant les pressions des super-puissances ? Sur tous ces problèmes, un équilibre instable s'est réalisé entre les différentes tendances. De plus, le MFA doit contraindre la radicalisation de certains officiers qui voient l'impasse, pour la bourgeoisie elle-même, de la situation. Il ne peut se permettre d'apparaître divisé aux yeux des masses, et c'est pour cela qu'il veut renforcer une unité de façade : « Tous les militaires devront progressivement être intégrés dans le MFA », déclare le texte. Mais cela ne peut résoudre la contradiction qui reste, à savoir la nécessité pour le MFA de s'affirmer comme seul détenteur du pouvoir, sous peine d'affronter d'autres campagnes visant à le mettre à l'écart, alors que dans le même temps, ce pouvoir est lui-même l'enjeu d'une lutte qui divise le MFA. Prenons l'exemple de la presse : le MFA a décidé de prendre le contrôle direct de plusieurs journaux appartenant à l'Etat. Que vont dire ces journaux ? Qui va parler à la télé au nom du MFA ? Il n'est qu'à voir la bataille pour le contrôle de la presse, de l'information, qui se déroule autour du « Republica » pour constater que PS et PCC comprennent bien l'importance d'avoir, surtout dans cette situation de crise aiguë, de vastes moyens d'information pour tenter de duper les masses.

LES MASSES REFUSERONT D'EN FAIRE LES FRAIS

Compromis sur l'essentiel, puisque tous les partis se retrouvent en lice pour poursuivre l'affrontement, le texte du Conseil de la Révolution est, par

rapport aux masses, profondément réactionnaire ; quel rôle leur est-il laissé ?

« Les organisations populaires auront à exécuter des tâches de protection des centres vitaux à la demande et sous le contrôle du MFA, en cas d'urgence nationale ». C'est ainsi que le MFA voit la « mobilisation » des masses contre les tentatives fascistes, alors même qu'il vient de faire libérer, après une première tournée de vingt, dix autres prévenus impliqués dans le coup spinoïste du 11 mars, alors même qu'il vient de promulguer une loi pour empêcher « une épuratoire abusive » !

Le MFA « n'admettra pas les organisations civiles armées partidaires ou apartidaires ». Pourquoi craint-il ainsi que les masses populaires soient armées, si ce n'est qu'il prend les devants pour se prémunir contre elles.

Face à la situation économique, sous la pression impérialiste qui soumet le Portugal au chantage : « investissement contre une démocratie pluraliste », il veut faire payer la crise aux masses par un plan d'austérité : accélération des cadencés, baisse de la consommation par le blocage des salaires. Les grèves sont « réactionnaires », les revendications de salaires sont « irréalistes » !

Mais l'ensemble de ces mesures ne peut que dresser de plus en plus le peuple portugais contre la démocratie bourgeoise. La moitié des travailleurs des chantiers navals de la Lisnave se sont prononcés pour la dictature du prolétariat, et les appels du parti révisionniste à reconstruire l'économie, à participer à la bataille pour la production, se soldent par l'échec. Le peuple portugais n'a rien à attendre de ces partis politiques qui se battent pour le pouvoir bourgeois, ni des super-puissances qui tentent de mettre à profit leur présence au gouvernement pour mener au Portugal leur lutte en vue de l'hégémonie. Les mesures du MFA ne répondent en rien à la lutte des masses pour le pain, la terre, la démocratie et l'indépendance !

Monique CHERAN.

en bref

ISRAEL

Sadate, le président égyptien a déclaré : « Israël dans ses frontières de 1967 est devenu une réalité indéniable pour la bonne raison que les deux grands qui se partagent la tette du monde protègent cette réalité... S'il en est ainsi à quoi bon la surenchère et les projets de jeter Israël à la mer ». Il n'aurait pu mieux dire toute sa soumission devant les pressions des super-puissances.

Au lendemain même de la visite de Rabin à Washington, le parti travailliste au pouvoir publie pour la première fois « la carte définitive d'Israël » qui annexe le Golan, Gaza, la Cisjordanie et le Sinai jusqu'à Charar El Cheikh. C'est la preuve que les dirigeants sionistes veulent mettre à profit la soumission de Sadate aux super-puissances pour imposer non seulement son existence mais sa politique d'annexion aux peuples arabes.

Les peuples arabes aux côtés du peuple palestinien ne se soumettront pas au chantage et au diktat des super-puissances.

L'HEGEMONISME SE TRAHIT

Au cours des négociations entre la Chine et le Japon pour conclure un traité de paix, la Chine a demandé d'inclure une clause dite anti-hégémonique, par laquelle les deux pays s'engagent à lutter contre toute tentative d'hégémonie de pays tiers dans la région. L'URSS a violemment réagi et l'Agence Tass a publié une très longue déclaration au gouvernement japonais, où elle accuse la Chine d'introduire « une clause qui vise en premier lieu l'Union Soviétique ». De tels cris de l'Union Soviétique sont un aveu. Avez attesté par les faits : l'Union Soviétique ne cesse de violer l'espace aérien et les eaux territoriales du Japon ; le pillage des ressources de la mer, les essais de missiles et de fusées dans le Pacifique, mettent en péril la vie des pêcheurs japonais et l'URSS occupe toujours les îles Kourilles du Japon qu'elle a transformées en base militaire. Le Kremlin impose son hégémonie dans la région, il veut empêcher que les pays se dressent contre lui.

VIVE L'INDEPENDANCE DU MOZAMBIQUE! VIVE LE FRELIMO ! (1)

Notre voix grasse de misère
Notre voix brisée de chaînes
Notre voix d'Afrique
Notre voix noire qui crie, crie,
crie

Notre voix qui a découvert
Dans la fosse aux crapauds
Le chagrin énorme comme le
monde
Du simple mot «ESCLAVAGE»

Noémia de Sousa.

LA COLONISATION DETRUIT LES STRUCTURES DES ROYAUMES AFRICAINS DU MOZAMBIQUE

La résistance du peuple mozambicain contre les visées des colonialistes portugais s'est maintes fois manifestée lors des cinq siècles de leur lente pénétration. Après avoir établi une série de comptoirs commerciaux, en détruisant le commerce arabe dans la région, au début du XVI^e siècle, les colonialistes tentèrent par la violence armée de s'emparer des richesses du royaume de Monomotapa. En 1571, pour ce faire, ils envoient 1000 soldats pour soutenir leur politique de brigandage, ils sont balayés par les guerriers africains.

Durant des siècles, les Zimbas, les Chicôas, les Macuas s'opposèrent à la pénétration des forces coloniales. C'est à partir de la chute de l'empire de Gaza (bataille de Macontene 20 juillet 1897) que les colonialistes portugais, profitant des divisions dans les rangs africains, mais surtout de l'appui de leur puissant protecteur, la Grande Bretagne, pourront alors entreprendre le pillage systématique des richesses du peuple mozambicain, sa féroce exploitation par le travail forcé. Une circulaire institue le travail obligatoire pour tous les Mozambicains « oisifs »,

c'est à dire ceux qui ne travaillent pas encore pour les colons, l'Etat ou les monopoles. Plus de la moitié de la population active mozambicaine sera soumise au travail forcé six mois par an !

La Convention du 11 septembre 1928, signée entre le Portugal et l'Afrique du Sud, règle le louage de dizaines de milliers de travailleurs mozambicains vers les fermes et les mines sud-africaines (« accord du Transvaal »).

Les autorités portugaises fourniront 100.000 travailleurs indigènes par an à 2 livres (sterling) et 6 schillings le travailleur. De même un accord est signé entre le Portugal et la Rhodésie.

En 1960, plus de 400.000 Mozambicains travaillent en Afrique du Sud et en Rhodésie. Un cinquième des recettes en devises de la « province » du Mozambique provenait de cette main d'œuvre sur-exploitée.

L'ORGANISATION DE LA RESISTANCE

C'est surtout après la seconde guerre mondiale que l'on assiste à la constitution des groupes clandestins qui animent des associations semi-légales comme le « Nucléo dos estudantes secundarios africanos de Mozambique » fondé en 1945 par Edouardo Mondlane.

1948 : soulèvement à Lourenço Marques ; des centaines d'Africains sont déportés à Sao Thomé.

1956 : grève des dockers, 49 travailleurs sont assassinés.

16 juin 1960 : à Muêdo 500 Africains sont assassinés.

Avril 1963 : nouvelles grèves, nouveaux assassinats. Devant la répression accrue, des organisations nationalistes se créent à l'étranger. UDENAMO (Union Nationa-

le Démocratique du Mozambique) en 1960, MANU (Mozambique African National Union), en 1961, UNEMO (Union Nationale des Etudiants Mozambicains). C'est le 25 juin 1962 à Dar-es-Salam que les trois organisations fusionnent en une seule organisation, le Frelimo qui devient l'arme du peuple mozambicain dans sa lutte contre le colonialisme portugais et l'impérialisme.

Dans l'appel lancé au peuple mozambicain le premier président du Frelimo, Eduardo Mondlane, déclarait : « Peuple du Mozambique, luttons tous unis, sans divisions tribales, raciste, ou religieuse contre l'ennemi commun, le colonialisme portugais, l'impérialisme ».

De 1962 à 1964, formation active de cadres politico-militaires pour préparer l'insurrection armée qui est déclenchée par l'attaque de la caserne de Chai le 25 septembre 1964 à 21 heures.

Une vie nouvelle naît dans les régions libérées, construction d'écoles, de postes sanitaires, d'hôpitaux, développement des cultures vivrières, formation de groupes d'auto-défense de village, mobilisation des masses dans des meetings fréquents où se construit la ligne politique de l'organisation ; lutte contre le tribalisme, le féodalisme, le racisme. Dans un contexte où l'économie du Mozambique est dans les mains des grandes puissances qui colonisent le Portugal lui-même, où la terre est à 60 % exploitée par les gros colons, le Frelimo envoie des cadres politiques mobiliser les masses paysannes qui affrontent la « nuit coloniale ». Partout dans les villages du Cabo Delgado, des discussions se tiennent sur la nécessité de s'organiser pour chasser les colonialistes. Les jeunes paysans enthousiasmés rejoignent les rangs du mouvement, coude à coude avec les premiers militants, dockers, employés de petites fabriques, ouvriers



Les massacres perpétrés par les colonialistes n'ont pu entraver la lutte du peuple mozambicain pour son indépendance !

agricoles des plantations de canne à sucre. Le but de Frelimo : déclencher l'insurrection armée à partir des campagnes, s'appuyer sur les masses paysannes, consolider le pouvoir révolutionnaire dans les régions libérées pour encercler les villes.

L'ACTION ENNEMIE SOUTENUE PAR L'IMPERIALISME

Les assauts contre les régions libérées, les bombardements au napalm, au phosphore, les défoliations, le génocide des populations comme à Wyriamu ou à Inhamiga, perpétrés par l'armée coloniale, sont les manifestations de la panique déclenchée dans l'appareil de répression colonial, par les succès sans cesse croissants des forces révolutionnaires du Frelimo. Aussi l'impérialisme dépêchera-t-il des

conseillers bourreaux qui ont servi dans les armées yankee, britannique, allemande, française, sioniste. Il fera assassiner en 1969 Eduardo Mondlane pensant ainsi arrêter la lutte du peuple mozambicain. On verra une force de près de 30.000 hommes appuyés par l'aviation sud-africaine, par l'armée rhodésienne, pénétrer en chars, half-tracks, bulldozers, pour « réinvestir » les régions libérées dans une opération intitulée « Noéud Gordien ». Cette armada repartira après quelques semaines ayant perdu plus de 1000 hommes et un énorme matériel de guerre. « Nous avons planté des bananiers et du manioc sur les traces des chars et des bulldozers » nous dira un des dirigeants du Frelimo.

Tobias ENGEL.

(Suite la semaine prochaine)